

Allemagne/Politique

Merkel affiche sa confiance pour sortir le pays de l'impasse

AFP
Berlin/Allemagne

Cinq jours de négociations marathon avec les sociaux-démocrates ont débuté hier.

ANGELA Merkel s'est dite "optimiste" hier sur les chances de pouvoir former un gouvernement en Allemagne et sortir le pays de l'impasse politique, à l'entame de cinq jours de négociations marathon avec les sociaux-démocrates.

"J'entre dans les discussions qui s'ouvrent avec optimisme, même si je suis consciente de l'énorme travail qui nous attend", a déclaré la chancelière conservatrice à Berlin.

Les législatives de septembre, marquées par une percée de l'extrême droite et un repli des partis traditionnels, n'ont pas permis de dégager une majorité évidente à la chambre des députés.

La chancelière et son camp démocrate-chrétien ont d'abord essayé de former un gouvernement de coalition avec les Libéraux et les écologistes, sans succès.

"GOUVERNEMENT STABLE" • Il ne reste plus à Angela Merkel comme formule de coalition majoritaire qu'une alliance avec

les sociaux-démocrates du SPD, avec lesquels elle a déjà gouverné dans le cabinet sortant (2013-2017), qui actuellement gère les affaires courantes du pays.

"Je pense que nous pouvons y arriver", a-t-elle dit hier, en disant vouloir "un gouvernement stable" face aux défis internationaux et européens.

"Nous devons nous mettre d'accord", a aussi déclaré hier à son arrivée le président du parti conservateur bavarois CSU, allié à celui de Mme Merkel, Horst Seehofer, pour mieux souligner l'urgence de la situation.

Les négociations s'annoncent pourtant très difficiles, notamment en raison de divergences sur la politique migratoire ou l'Europe entre la CSU, plus à droite que la CDU de Mme Merkel, et le SPD.

La CSU est engagée dans une campagne électorale en vue d'un scrutin régional capital pour elle dans son fief bavarois à l'automne, où sa majorité absolue est mise en danger par la poussée du parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD).

Du coup, ses dirigeants multiplient les exigences pour durcir la politique d'accueil des demandeurs d'asile.

Un responsable de la CSU,



Photo : AFP

La chancelière Angela Merkel (ici en compagnie du chef des sociaux-démocrates Martin Schulz) confiante dans la sortie de l'impasse actuelle.

Manfred Weber, a créé la polémique ce week-end en prônant une "solution définitive" en 2018 sur les réfugiés, vocabulaire réminiscent de l'expression "solution finale" employée par les nazis pour l'extermination des Juifs.

Le SPD veut au contraire un assouplissement sur les migrants notamment sur la possibilité du regroupement familial.

L'EUROPE • L'Europe constitue une autre source importante de discorde : le chef du SPD Martin Schulz, ancien président du Parlement européen, prône la création des "Etats-Unis d'Europe" et soutient les projets de réformes de la zone euro du

chef de l'Etat français Emmanuel Macron, avec budget et ministre des Finances.

La CDU d'Angela Merkel, et surtout la CSU, sont nettement plus sceptiques à ce sujet. Il y a encore "beaucoup de pain sur la planche", a reconnu un négociateur démocrate-chrétien, Volker Bouffier. Le SPD reste sur le fond très divisé sur l'opportunité de continuer à gouverner avec les démocrates-chrétiens. Après une sévère défaite aux législatives, la base est en l'état majoritairement favorable à une cure d'opposition et pourrait au final faire dérailler un éventuel accord.

"Le résultat reste pour nous ouvert", a souligné un des négociateurs sociaux-démocrates, Michael Groschek. Traduction : le SPD pourrait aussi décliner l'offre ou n'accepter qu'un soutien au cas par cas au Bundestag selon les dossiers, sans participation à un gouvernement d'Angela Merkel.

La session de tractations qui s'est ouverte hier doit durer cinq jours, après quoi les négociateurs décideront s'ils estiment, ou non, avoir des convergences suffisantes pour négocier une coalition.

Mais les militants du SPD auront le dernier mot lors d'un congrès à l'issue très incertaine le 21 janvier. Même si les dirigeants des partis trouvent un accord, rien ne garantit que la base sociale-démocrate le validera.

Cette dernière redoute de voir le parti menacé dans son existence même, comme en France, s'il continue à servir d'appoint aux conservateurs. Un récent sondage crédite le SPD de moins de 20% d'intentions de vote, pour un parti qui était encore à près de 40% au début des années 2000.

En cas d'échec, ne resterait que l'option d'un gouvernement conservateur minoritaire, dont Angela Merkel ne veut pas, ou de nouvelles élections.

A travers le monde

• **Corée du Nord/Nucléaire.** Washington veut la suspension des essais avant de discuter l'arrêt des essais nucléaires nord-coréens est la première condition préalable avant que les Etats-Unis acceptent de discuter avec le régime de Pyongyang, a affirmé hier l'ambassadrice américaine à l'Onu, Nikki Haley.

• **Iran/Troubles.** Le Parlement se réunit à huis clos

Le Parlement iranien s'est réuni hier à huis clos pour une session spécialement consacrée aux récents troubles survenus en Iran, alors que de nouvelles manifestations de soutien aux autorités étaient organisées dans plusieurs villes.

• **Israël/Politique.** Une vingtaine d'organisations indésirables

Israël a publié hier une liste d'organisations qui appellent à son boycott et dont les membres sont interdits d'entrée sur le territoire israélien, a annoncé le ministère des Affaires stratégiques.

• **Italie/Législatives.** La mise en garde du ministre des Finances

Le ministre italien des Finances Pier Carlo Padoan a mis en garde hier contre "l'incertitude" politique risquant de résulter des législatives du 4 mars, qui ne devraient aboutir à aucune majorité claire au Parlement.

• **Suède/Explosion.** Un mort près d'une bouche de métro à Stockholm



Photo : AFP

Une explosion d'origine indéterminée a fait un mort et un blessé dimanche matin près d'une bouche de métro dans l'agglomération de Stockholm, a annoncé la police en écartant dans l'immédiat la piste d'un acte terroriste.

• **Yémen/Politique.** Abou Rass succède à l'ex-président Saleh tué par les Houthis

Le parti de l'ex-président yéménite Ali Abdallah Saleh a nommé hier un successeur à ce dirigeant tué le 4 décembre par ses anciens alliés, les rebelles Houthis. Il s'agit de Sadeq Amin Abou Rass, ancien ministre de l'Agriculture, désigné par consensus.

France/Trois ans après

Hommage sobre aux victimes des attentats jihadistes de janvier 2015 à Paris

AFP
Paris/France

Le président Emmanuel Macron a voulu en cela se conformer au vœu des familles.

LE président français Emmanuel Macron a rendu hier matin un hommage très sobre, conformément au vœu des familles, aux victimes des attaques jihadistes à Paris contre l'hebdomadaire satirique français Charlie Hebdo et le magasin Hyper Cacher, trois ans après les faits.

L'hommage a débuté en fin de matinée devant les anciens locaux du journal satirique dans l'est de Paris, où les frères Saïd et Chérif Kouachi avaient abattu 11 personnes le 7 janvier 2015.

gures emblématiques de Charlie, comme son directeur et dessinateur Charb, les caricaturistes Cabu, Wolinski, Tignous et l'économiste Bernard Maris.

Après la lecture des noms des morts, plusieurs gerbes ont été déposées devant ces anciens locaux et une minute de silence a été observée par les participants à la cérémonie, aux visages fermés et graves.

Après l'hymne national, la Marseillaise, Emmanuel Macron a échangé longuement avec les familles des victimes.

Le président français était accompagné de plusieurs ministres, ainsi que de la maire de Paris, Anne Hidalgo, ainsi que de l'ex-Premier ministre Manuel Valls. Plusieurs membres de l'équipe de Charlie Hebdo étaient également présents.

La même cérémonie s'est répétée quelques mètres plus loin, là où est tombé le policier Ahmed Merabet,



Photo : AFP

Le président Emmanuel Macron devant la plaque commémorative d'un policier tué à quelques mètres du siège de l'hebdomadaire satirique Charlie Hebdo.

tué par les frères Kouachi alors qu'il tentait de stopper les jihadistes dans leur fuite.

M. Macron s'est ensuite rendu au supermarché cacher à la périphérie de Paris, cible le 9 janvier 2015 d'une attaque perpétrée par un autre jihadiste,

Amédry Coulibaly, qui avait tué trois clients et un employé juifs.

Le chef de l'Etat français a passé quelques minutes dans le magasin. Les principaux responsables de la communauté juive de France étaient présents. Ce lundi, le ministre de l'In-

térieur Gérard Collomb présentera M. Macron - en visite en Chine - pour un hommage à Clarissa Jean-Philippe à Montrouge, au sud de Paris. Cette jeune policière, appelée pour un banal accident de la circulation, avait été assassinée en pleine rue par Amédry Coulibaly le 8 janvier 2015. Le 11 janvier 2015, plus de quatre millions de personnes étaient descendues dans les rues des grandes villes de France, suivant pour nombre d'entre eux le mot d'ordre "Je suis Charlie", en défense de la liberté d'expression.

Dans un message publié hier sur Facebook, l'ancien président François Hollande a estimé que "nous ne devons rien oublier de ces terribles journées". "La France peut être fière d'avoir réagi dignement en défilant massivement le 11 janvier avec les dirigeants du monde entier, au nom des droits de l'Homme et de la liberté".